

# Bourassa proposera Québec pour le 2<sup>e</sup> sommet francophone

♦ A l'issue du sommet des Etats francophones, qui aura lieu à Paris du 17 au 19 février, le premier ministre Bourassa proposera que la prochaine réunion du genre, dans deux ou trois ans, ait lieu à Québec.

*Textes de  
Michel DAVID*

C'est M. Bourassa lui-même qui a fait part de ses intentions, hier, au cours d'une conférence de presse impromptue donnée à son "bunker" de la Grande-Allée.

Cette proposition n'a pas encore été communiquée de façon officielle à Ottawa et à Paris, mais si le

premier ministre a décidé de l'annoncer, il est évident qu'elle a été acceptée officieusement.

Voilà donc la façon qu'on a choisie pour régler le différend sur le statut qu'aura le Québec au cours de la séance inaugurale du sommet.

Même si aucune décision définitive n'avait encore été prise, hier, il semble bien que la séance d'ouverture du sommet sera limitée à l'intervention de quatre ou cinq chefs d'Etat. M. Brian Mulroney prendra la parole au nom des francophones d'Amérique, mais M. Bourassa ne parlera pas.

"Si c'est un chef de gouvernement par continent, la po-

sition fédérale est plus défendable", a-t-il reconnu. Le premier ministre québécois parlera, en revanche, lors de la séance de clôture, pour inviter ses collègues à se retrouver à Québec dans quelques années.

"Ce qui est important pour nous, c'est que le Québec et son chef de gouvernement puisse s'exprimer dans les séances publiques et à huis clos, a déclaré M. Bourassa. Ça pourrait être à l'ouverture ou à la clôture, dépendant du contexte et des conséquences du sommet".

Dans ces conditions, M. Bourassa, aussi bien que le ministre des Relations internationales, M. Gil Rémillard, se disaient confiant qu'un accord avec Ottawa intervienne dans les prochains jours.

Les querelles Ottawa-Québec sont archiconnues dans le monde de la francophonie internationale et il est bien évident que s'ils veulent être les hôtes du prochain sommet, MM. Bourassa et Mulroney ont intérêt à éviter la chicane, soulignait d'ailleurs l'ancien député de Jean-Talon, M. Jean-Claude Rivest, qui connaît bien le sujet.

Quoi qu'il en soit, les "sherpas" ou représentants de la quinzaine de pays qui ont contribué à l'organisation du sommet se rencontreront à Québec, lundi. Le ministre Rémillard a par ailleurs indiqué que le nouveau délégué du Québec à Paris, M. Jean-Louis Roy, sera en poste dès la semaine prochaine.

## Johnson

Le chef de l'Opposition, M. Pierre-Marc Johnson, a par ailleurs dit trouver "inadmissible" que le Québec ne puisse avoir le droit de parole dès l'ouverture du sommet.

En décembre dernier, M. Johnson avait déjà accusé Ottawa de chercher à "diluer" la personnalité internationale du Québec en accordant le même statut de "gouvernement participant" au Nouveau-Brunswick.

Que M. Brian Mulroney prétende aujourd'hui parler au nom de tous les Canadiens de langue française relève de la même tentative de dilution, estime le chef de l'Opposition.